



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) 2022-2026 - Approbation**

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Madame Catherine RIBOT, Vice-Présidente, rapporte :

La transition écologique, sociale et économique portée par la Métropole de Montpellier implique une mobilisation totale de tous les leviers stratégiques possibles.

Avec un volume d'achats annuel de 512 millions d'euros HT en 2021, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un puissant levier d'accélération de la transition écologique et solidaire, dont elle entend se saisir.

Dans la prolongation des actions déjà menées, la Métropole entend structurer sa politique achat au service de ses ambitions politiques en se dotant d'un SPASER pour la période 2022/2026.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, complétée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (LTECV), a instauré l'obligation d'adopter et de publier un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER). Les collectivités territoriales y sont soumises lorsque le montant annuel de leurs achats est supérieur à 100 millions d'euros HT.

Conformément à l'article L.2111-3 du Code de la Commande publique, ce schéma rendu public « détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire ».

### Un schéma ambitieux structuré autour de 4 axes majeurs :

L'adoption du SPASER s'intègre dans une ambition politique mobilisée en faveur du développement durable. En mars dernier, la Métropole de Montpellier a arrêté la deuxième édition du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire 2021-2026 ayant vocation à limiter l'impact du territoire sur le climat et d'en réduire la vulnérabilité, avec une ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

En complémentarité de l'ensemble des démarches engagées, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, au travers de son SPASER, mettre notamment l'accent sur la décarbonation du territoire, l'accès à l'emploi aux jeunes issus des quartiers politiques de la ville ainsi que l'innovation au profit des entreprises aux stratégies singulières.

La prise en compte des différentes politiques menées, ainsi que les dynamiques des acteurs du territoire permettent à la Métropole d'élaborer une stratégie cohérente.

Le Schéma pensé par la Métropole s'articule donc autour de 4 axes et de 9 actions :

- La commande publique, un levier d'action pour la protection de l'environnement, la santé et la transition énergétique
  - o Action 1 : Assurer un environnement sain et protéger les ressources
  - o Action 2 : Promouvoir l'économie circulaire
  - o Action 3 : Développer des constructions durables

- La commande publique, un levier d'action pour l'insertion et l'équité sociale
  - o Action 4 : Renforcer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi
  - o Action 5 : Lutter contre toute forme de discrimination et assurer l'égalité professionnelle
- La commande publique, un levier d'action pour le développement économique
  - o Action 6 : Faciliter l'accès aux TPE/PME
  - o Action 7 : Promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
  - o Action 8 : Stimuler l'innovation sur le territoire métropolitain
- Une gouvernance et un pilotage de la politique achat
  - o Action 9 : Faire de la commande publique un levier de performance durable

Ces ambitions, déclinées en chantiers et actions opérationnelles, illustrent la volonté de la Métropole de Montpellier d'adopter un comportement exemplaire.

Par ses orientations, ce schéma a vocation à irriguer l'ensemble des achats, à tous les stades du processus : définition des besoins, passation et exécution des contrats.

Ce schéma est le fruit d'un travail collaboratif associant l'ensemble des pôles de la collectivité, répartis en 10 ateliers et réunissant plus de 70 contributeurs. Le choix d'une méthodologie participative, alliant tous les cœurs de métier, a renforcé l'élaboration d'un outil de référence ambitieux et cohérent avec la réalité opérationnelle.

Dans une dynamique d'amélioration continue, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se conformer aux objectifs ambitieux affichés par le nouveau Plan National pour des Achats Durables 2022/2026 (PNAD) et concourir aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ainsi, à travers ses 26 chantiers ambitieux, le présent SPASER s'engage à surpasser les pratiques menées jusqu'à présent en prévoyant, notamment, d'élever à 100% les marchés comportant des considérations environnementales et à 30% les marchés comportant des considérations sociales d'ici 2025.

#### Un schéma collaboratif et évolutif grâce à une gouvernance adaptée :

Au-delà des ambitions du SPASER, et afin d'affirmer son engagement pérenne en faveur des achats durables, Montpellier Méditerranée Métropole entend accompagner le SPASER d'une vraie gouvernance de sa politique achat.

Un comité de pilotage, constitué notamment de la Direction Générale et des élus intéressés, sera ainsi régulièrement réuni pour identifier les marchés à enjeux et arbitrer les objectifs leur étant assignés en déclinant les objectifs fixés par le SPASER.

Un comité technique, plus opérationnel, préparera et appliquera les décisions du comité de pilotage. Il arbitrera également directement les stratégies d'achats sur les procédures présentant un intérêt stratégique moindre que celles passant devant le comité de pilotage. Il assurera également la mesure du travail accompli via la mise en place d'indicateurs de suivi dans une démarche d'amélioration continue.

Par ailleurs, dans une logique de coordination de la politique d'achat responsable de la Collectivité, le SPASER définit également des leviers stratégiques et opérationnels d'accompagnement destinés à dynamiser la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (formations, guide interne, fiches outils thématiques).

Enfin, la Métropole de Montpellier entend également poursuivre cette démarche en synergie avec l'ensemble des opérateurs économiques du territoire dans une logique de démarche locale d'achat durable.

Les orientations proposées à l'horizon 2026 permettent ainsi de donner une nouvelle impulsion à la politique achat et de fournir un cadre d'action permettant la mise en place d'une commande publique exemplaire et responsable sur le plan social, environnemental et économique.

La réussite de ce défi implique un engagement de tous les acteurs au service d'un territoire innovant, résilient et solidaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'adopter le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables 2022-2026 tel que joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191600-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Schema de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables SPASER\_3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.